

18

ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE

ARCHIVES -
RÉFÉRENCES
- DOC PRÊTÉ -
RETOUR BUREAU 712

IRLANDE

I . 2 . B . 2 .

MARS 1963

ORGANISATION DE COOPERATION ET
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

PARIS

IRLANDE

STATISTIQUES DE BASE

LE PAYS

Superficie (milliers de km ²)	70	Population des grandes villes y compris les banlieues, recensement de 1961	
Superficie agricole (moyenne 1956-57/1959-60) en pourcentage de la superficie totale.	67	Dublin	593.000
		Cork	116.000
		Dun Laoghaire	68.000
		Limerick	51.000

POPULATION

Population (avril 1961).	2.815.000	Émigration :	
Densité au km ²	40	Moyenne annuelle 1956-61.	43.100
Diminution nette de la population (moyenne annuelle 1956-61).	16.700	Moyenne annuelle par 1.000 habitants.	15
Accroissement naturel de la population : Moyenne annuelle 1956-61.	26.400	Population active totale en avril 1961.	1.119.000
		Emploi dans :	
		— Agriculture, sylviculture et pêche.	409.000
		— Industrie	220.000
		— Construction.	64.000

PRODUCTION

Produit national brut en 1961 (millions de livres sterling).	697	Origine du P.I.B. en 1961 :	
P.N.B. par habitant (dollars des États-Unis).	694	— Agriculture, sylviculture et pêche.	25
Formation brute de capital fixe (moyenne annuelle 1957-61) :		— Industrie	30
— En pourcentage du P.N.B.	14	— Services	45
— Par habitant (dollars des États-Unis).	84		

L'ÉTAT

Dépenses ordinaires du secteur public en biens et services, en 1961 (pourcentage du P.N.B.).	12	Composition du Parlement (1961) :	
Recettes ordinaires de l'État en 1961 (pourcentage du P.N.B.).	25	Fianna Fail.	70
Dette publique au 31 mars 1962, (pourcentage des recettes ordinaires de l'État).	283	Fine Gael	47
		Travailleurs	16
		Autres	11
		Dernières élections : octobre 1961.	

NIVEAU DE VIE

Consommation alimentaire, calories par habitant et par jour (1961).	3.444	Nombre de véhicules de tourisme par 1.000 habitants (1960)	62
Gain hebdomadaire moyen des ouvriers dans l'industrie en septembre 1962 (en shillings).	180	Nombre de téléphones par 1.000 habitants (1961)	57
Dépenses courants de l'État pour l'instruction publique par habitant (1960-61) (dollars des États-Unis)	17	Nombre de récepteurs de radio par 1.000 habitants (1961)	174

COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations :		Importations :	
Exportations de biens et services en pourcentage du P.N.B. (moyenne 1957-61).	37	Importations de biens et services en pourcentage du P.N.B. (moyenne 1957-61).	39
Principaux produits exportés en 1961 (en pourcentage des exportations totales) :		Principaux produits importés en 1961 (pourcentage des importations totales) :	
— Bétail sur pied	25	— Machines et appareils électriques.	12
— Viande de bovins	12	— Fibres et produits textiles manufacturés.	10
— Produits textiles manufacturés.	4	— Véhicules	10
— Habillement	4	— Produits chimiques.	5
— Bière	4	— Produits pétroliers	4
— Bacon	4	Principaux fournisseurs en 1961 (pourcentage du total) :	
Principaux clients en 1961 (pourcentage du total) :		— Royaume-Uni	51
— Royaume-Uni	74	— Communauté Économique Européenne.	14
— États-Unis	8	— États-Unis	8
— Communauté Économique Européenne.	6		

LA MONNAIE

Unité monétaire : Livre irlandaise.

Unité monétaire par dollar des États-Unis.. 0.357

ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE

IRLANDE

1963

ORGANISATION DE COOPERATION ET
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les Membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, ainsi que par le Canada et les États-Unis. Aux termes de cette Convention, l'O.C.D.E. a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Économique se continue dans l'O.C.D.E., dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.

Les Membres de l'O.C.D.E. sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Ce document a été approuvé
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement
en mars 1963.

IRLANDE

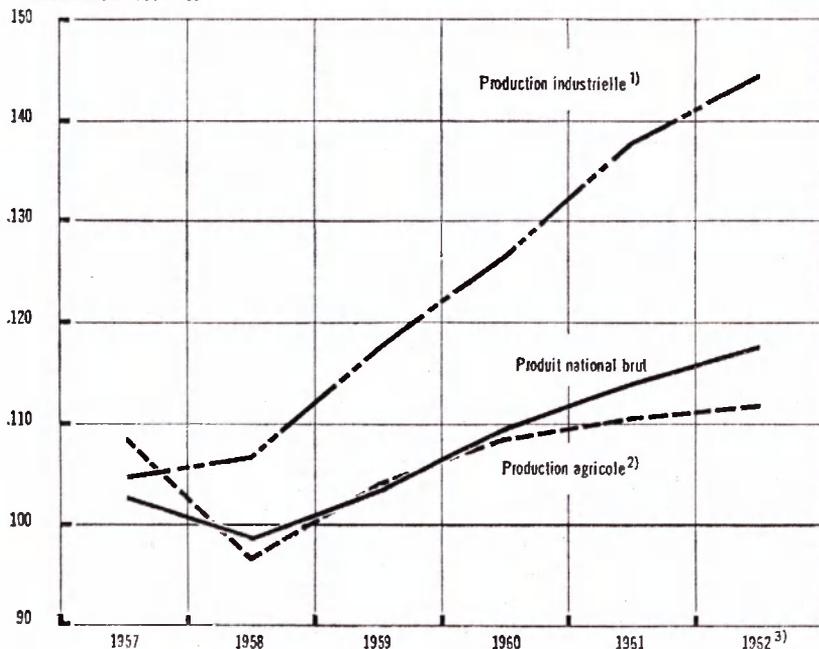
INTRODUCTION

1. La croissance de l'économie irlandaise, assez rapide depuis 1958, s'est poursuivie en 1962, encore que son rythme se soit un peu ralenti. Pour maintenir un taux de croissance annuel de 4,5 % en moyenne il a été nécessaire d'inciter les entrepreneurs et les agriculteurs à adopter des méthodes de production et de commercialisation plus efficaces et à développer leurs ventes à l'étranger. Depuis l'entrée en vigueur du programme d'expansion économique en 1958, il semble que la balance des paiements ait fondamentalement tendance à s'améliorer. Sans doute, le déficit de la balance commerciale s'est-il accentué, particulièrement en 1962, année où un certain nombre de facteurs exceptionnels ont contribué à affaiblir les exportations, mais le facteur principal a été l'accroissement des importations de biens d'équipement et de matières premières. La structure des exportations a reflété la diversification progressive de l'économie, puisque les ventes de produits manufacturés ont sensiblement augmenté. La balance des opérations invisibles s'est améliorée de façon continue et celle des opérations en capital est également devenue plus favorable en raison des investissements directs de l'étranger. A la fin de 1962, les réserves atteignaient le chiffre élevé de 234 millions de livres représentant à peu près la valeur de dix mois d'importation et dépassant de 28 millions de livres le niveau atteint à la fin de 1958.

2. L'élan nouveau imprimé à la croissance économique au cours des dernières années a pu être donné sans qu'il en résulte un excès de la demande. Il est donc possible à l'Irlande de poursuivre sa politique de croissance économique soutenue sans laquelle le niveau de vie du pays (peu élevé par rapport à celui d'autres pays européens) ne pourrait continuer à progresser. Toutefois, cet objectif peut devenir plus difficile à réaliser dans l'avenir immédiat : il importe, en particulier, de maintenir un certain équilibre entre la progression des revenus et celle de la productivité pour permettre l'accroissement des investissements et assurer un équilibre raisonnable de la balance des paiements extérieurs. Les autorités irlandaises ont conscience de ces problèmes et elles se proposent d'y faire face dans le cadre du second programme d'expansion économique qui doit entrer en vigueur l'année prochaine.

Graphique 1. TENDANCES DE LA PRODUCTION

Indices de volume 1953 = 100



1. Biens transportables.

2. Produit net, la tourbe non comprise, mais y compris les variations de stocks.

3. Estimations.

Source : National Income and Expenditure 1961, et Irish Trade Journal and Statistical Bulletin.

3. La première partie du présent rapport traite de la situation économique actuelle en fonction des faits intervenus en 1962 et évoque les perspectives pour 1963. La seconde partie est consacrée à un examen des principaux problèmes de politique économique que pose la nécessité de maintenir une croissance économique équilibrée.

1. TENDANCES ACTUELLES ET PERSPECTIVES

4. La production globale a sans doute progressé de 3 à 3,5 % en 1962, taux un peu inférieur à celui de 1961 (4 %) et sensiblement moins élevé que les taux obtenus en 1960 et 1959 (6 et 5 %). Ce ralentissement de l'expansion peut s'expliquer en partie par le fait que, les conditions du marché à l'étranger étant devenues moins favorables pour les produits industriels, la production d'articles manufacturés a progressé de 5 %, soit un accroissement de moitié environ inférieur à celui

de 1961. Du côté de l'offre aussi, certains facteurs ont contribué à réduire les exportations de bovins et de viande de bœuf; en outre, les conditions météorologiques ont eu des conséquences défavorables sur la récolte de blé (ainsi que sur la production de tourbe) de sorte que dans l'ensemble la production agricole n'a probablement guère varié par rapport à l'année précédente. En revanche, l'activité a sensiblement augmenté dans le secteur du bâtiment et de la construction; le volume de la formation brute de capital fixe, bien qu'il ait moins progressé qu'au cours de l'année précédente, a augmenté de 8 %.

a) *Revenus et demande*

5. Les revenus des particuliers dans les secteurs autres que l'agriculture ont progressé plus rapidement en 1962 en raison surtout des hausses de salaires et de traitements qui ont eu lieu à la fin de 1961 et au début de 1962. On estime que l'augmentation a été de l'ordre de 12 %. Même si l'on tient compte du fait que dix-huit mois s'étaient écoulés depuis la précédente augmentation générale des salaires, la progression des gains a été sensiblement supérieure à l'accroissement annuel moyen de la productivité qui a été d'environ 5 % ces dernières années. Mais l'augmentation a été en partie absorbée par la hausse des prix, et l'épargne a également augmenté. Dans l'agriculture, les revenus n'ont sans doute progressé que légèrement et il est probable que les bénéficiaires ont moins augmenté qu'en 1961. La consommation privée réelle a vraisemblablement progressé d'environ 3,5 %, c'est-à-dire un peu plus qu'en 1961.

6. Les dépenses courantes du secteur public ont marqué une forte augmentation pendant l'exercice 1962-1963 du fait surtout du relèvement du niveau des rémunérations dans les services publics, de l'accroissement des dépenses au titre des pensions et des services sociaux et de dépenses supplémentaires en subventions à l'agriculture. Malgré le relèvement des impôts sur la bière, les spiritueux et le tabac annoncé dans le budget de l'an dernier et le nouveau relèvement de la taxe sur le tabac intervenu en juin 1962, les comptes du Trésor pour les neuf premiers mois de l'exercice 1962-1963 donnent à penser que le budget ordinaire pourrait se solder par un léger déficit.

7. En ce qui concerne les opérations en capital, il semble qu'il se soit produit en 1962 une nouvelle augmentation sensible des dépenses d'investissements du secteur public. On ne dispose pas encore de statistiques à ce sujet, mais le programme des dépenses publiques en capital publié au mois d'avril 1962 s'élevait à près de 67 millions de livres, soit un accroissement de 17 % en valeur et d'environ 8 % en volume par rapport à l'année précédente.

8. Pour l'ensemble de l'année 1962, les dépenses d'investissements fixes, à prix constants, ont, semble-t-il, progressé de 8 % contre 15 % en 1961. Ces dépenses ont probablement plus fortement augmenté

dans le secteur du bâtiment et de la construction (locaux d'habitation, bâtiments industriels et autres constructions) que dans celui des installations industrielles et de l'équipement. Le ralentissement du rythme d'accroissement des investissements enregistré en 1962 par rapport à 1961 est probablement moins sensible que les chiffres ne semblent l'indiquer, car un certain nombre de dépenses importantes (achat d'avions à réaction et d'autres matériels de transport) avaient été groupées dans les statistiques de 1961.

9. Les stocks agricoles et non agricoles ont accusé, l'année dernière, une augmentation exceptionnellement importante estimée à 11 millions de livres. Dans le cas de l'agriculture, l'importance de cette progression est due au fait que les agriculteurs ont dû reconstituer leur cheptel de bovins qui avait fortement diminué en raison d'exportations considérables de bétail sur pied et de l'accélération du programme de lutte contre la tuberculose bovine.

10. En raison de l'offre limitée, les exportations de bovins sur pied et de viande de bœuf ont diminué en 1962 de 12 millions de livres, alors que le total des exportations n'a fléchi que de 7 millions de livres. En revanche, le ralentissement du rythme d'accroissement des exportations de matières premières non agricoles et de produits manufacturés qui a été de 3 % contre 7 % l'année précédente, s'explique surtout par la situation de la demande. En effet, les conditions du marché britannique, principal débouché de l'industrie irlandaise, se sont peu à peu détériorées en 1962. Toutefois, il est probable, que la hausse des prix de certains produits manufacturés a également eu une influence défavorable sur les exportations.

TABLEAU 1. RESSOURCES ET DÉPENSES 1960-1962

Millions de livres, prix de 1954.

	1960	1961	1962 ¹
Consommation du secteur privé	426	437	452
Consommation du secteur public	66	69	72
Formation brute de capital fixe :			
Total	73	84	91
Variation des stocks	+ 10	+ 3	+ 11
Exportations de biens et de services	223	255	250
Utilisation totale des ressources	798	848	876
Moins Importations de biens et de services	238	266	276
Egale Produit National Brut (aux prix du marché)	560	582	600

1. Estimation.

Source : Mémorandum de l'Irlande à l'O.C.D.E.

b) *Évolution de la production et de l'emploi*

11. Compte tenu de l'activité dans le secteur du bâtiment et de la construction, la production industrielle a sans doute progressé d'environ 6 à 7 %, c'est-à-dire moins fortement qu'en 1961. Le taux d'expansion de la production dans les industries manufacturières est tombé à 5 %, soit un accroissement qui représente un peu plus de la moitié de celui de 1961. Au quatrième trimestre elle dépassait de 6 1/2 % le niveau du trimestre correspondant de l'année précédente. La production des industries extractives (mines, carrières et tourbe) a légèrement diminué de 1 % au cours de 1962 en raison des mauvaises conditions météorologiques qui ont ralenti pendant les mois d'été la production de tourbe, et l'extraction de minerai de cuivre a diminué. Il est probable en revanche, que la production a augmenté de plus de 12 % dans le secteur du bâtiment et de la construction.

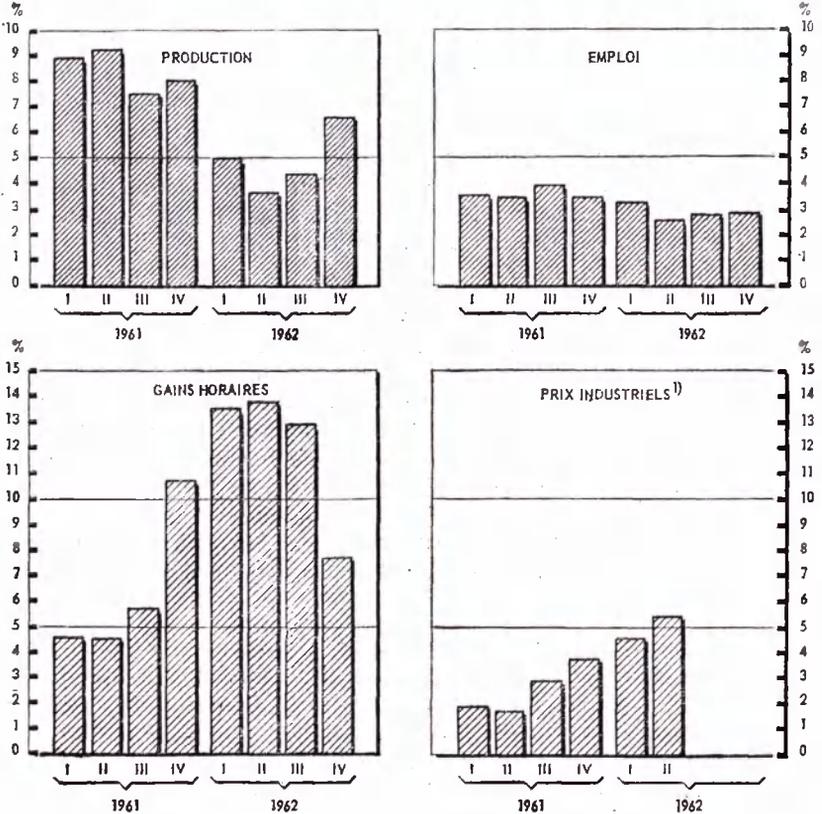
12. Dans l'agriculture, de fortes pluies ont eu un effet défavorable sur la qualité de la récolte de blé, et des importations supérieures à la moyenne seront nécessaires pendant la campagne 1962-63. Les autres céréales ont été moins affectées. On a enregistré un accroissement de la production pour les produits laitiers, les moutons, la viande de mouton et les porcs. Au contraire, les ventes de bovins ont diminué par rapport aux chiffres exceptionnellement élevés de l'année précédente. En raison de la constitution d'un nouveau cheptel d'animaux plus jeunes et d'animaux reproducteurs, le cheptel bovin était au mois de juin 1962 un peu supérieur à celui du mois de juin de l'année précédente.

13. Bien que le taux de croissance de la production ait fléchi dans certains secteurs industriels, la quantité de main-d'œuvre utilisée n'a pas diminué, aussi, les progrès de la productivité ont-ils été moindres. Dans les industries manufacturières, l'emploi a augmenté d'environ 3 %, c'est-à-dire presque autant qu'en 1961, mais l'accroissement de la productivité par travailleur est tombé à moins de 1,5 % soit moins d'un tiers de l'accroissement enregistré au cours de l'année précédente. Il est probable que cette évolution est due en partie au recrutement de main-d'œuvre auquel ont procédé de nouvelles entreprises qui n'ont pas encore atteint leur rythme normal de production. Si les conditions de la demande extérieure s'améliorent, il n'y a aucune raison pour que le taux d'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre reste au niveau de 1962.

14. C'est dans le secteur du bâtiment et de la construction que l'emploi a le plus progressé l'année dernière : l'effectif total y a sans doute augmenté de plus de 10 %. En dépit de cet accroissement et de l'augmentation du nombre des emplois offerts dans le secteur des services, il est peu probable, étant donné le fléchissement assez important intervenu, semble-t-il, dans l'agriculture, que le chiffre total de l'emploi ait beaucoup progressé.

**Graphique 2. PRODUCTION ET AUTRES INDICATEURS
DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES**

**VARIATIONS EN POURCENTAGES PAR RAPPORT AU TRIMESTRE CORRESPONDANT
DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE**



1. Produits hautement élaborés.

Source : Irish Trade Journal and Statistical Bulletin.

15. Comme au cours des années précédentes, on enregistre une sortie nette d'émigrants dont la plupart se sont rendus en Grande-Bretagne. Toutefois, le total (mesuré par les sorties nettes de voyageurs empruntant les voies maritimes et aériennes) a été sensiblement inférieur à celui de 1961 (environ 21.000 contre 27.000); l'émigration nette a également été inférieure à l'accroissement naturel de la population en 1962 (25-26.000). Il est probable que la situation défavorable du marché du travail en Grande-Bretagne a contribué en 1962 à réduire le nombre des émigrants quittant l'Irlande.

16. Les chiffres du chômage ne sont pas faciles à interpréter dans le cas de l'Irlande car ils comprennent des personnes en attente d'émigration. Toutefois, les variations annuelles donnent certaines indications sur la situation de l'offre et de la demande sur le marché du travail. Le taux de chômage qui est resté un peu inférieur à 6 % en 1962 n'a guère varié par rapport à l'année précédente.

TABLEAU 2. ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION 1960-1962
VARIATION EN POURCENTAGE PAR RAPPORT A L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

	1960	1961	1962 ¹
Industrie manufacturière	+ 9	+ 9	+ 5
Industries extractives et production de tourbe	- 13	+ 17	- 1
Bâtiment et construction	+ 5	+ 5	+ 12
Agriculture	+ 4	+ 1	+ 1

1. Estimations.

Source : Irish Trade Journal and Statistical Bulletin.

c) Prix

17. Les prix ont augmenté plus rapidement en 1962 qu'au cours des 12 mois précédents, et les hausses ont affecté la plupart des catégories de biens et de services. L'indice des prix à la consommation a progressé de 4,25 % pour l'ensemble de l'année contre moins de 3 % en 1961. Les majorations d'impôts indirects inscrites au budget de 1962 et celles qui ont été décidées par la suite ont contribué, pour environ 1 %, à la hausse de cet indice. L'indice des prix des denrées alimentaires a progressé de quelque 2,25 % et les prix des produits manufacturés et des services ont également augmenté.

18. L'indice des prix des biens d'équipement a accusé en 1962 une augmentation d'environ 4 % du fait, en particulier, de l'accroissement

TABLEAU 3. PRIX 1960-1962
VARIATION EN POURCENTAGE PAR RAPPORT A L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

	1960	1961	1962 ¹
Prix à la consommation	—	+ 3	+ 4
<i>dont</i> : denrées alimentaires	- 1	+ 4	+ 2
Prix de gros des produits manufacturés ²	+ 2	+ 2	+ 4
Biens d'équipement	+ 2	+ 3	+ 4
Prix agricoles	- 3	—	+ 2
Importations	+ 2	+ 1	+ 2

1. Estimations.

2. Produits ayant subi une transformation assez poussée.

Source : Irish Trade Journal and Statistical Bulletin.

des coûts de construction. L'augmentation des coûts de main-d'œuvre consécutive à la hausse générale des salaires qui a eu lieu à la fin de 1961 et au début de 1962, a exercé une pression sur les prix des produits manufacturés qui ont progressé d'environ 4 % pour l'ensemble de l'année. Les prix payés aux agriculteurs ont moins augmenté (2 %) que ceux des autres biens et services, ce qui a entraîné une nouvelle détérioration des termes de l'échange au détriment des agriculteurs.

d) Balance des paiements

19. On ne dispose pas encore de renseignements complets sur la balance des paiements en 1962. Les estimations provisoires semblent indiquer que le déficit de la balance commerciale s'est élevé à 100 millions de livres atteignant ainsi son niveau record depuis 10 ans et dépassant de 18 millions de livres¹ celui de l'année précédente. En revanche, il est probable que le montant net des recettes invisibles a sensiblement augmenté. Le déficit de la balance des opérations courantes a, semble-t-il, été de l'ordre de 12 millions de livres, soit une détérioration de 13 millions de livres par rapport à 1961.

20. Toutefois, les réserves² se sont accrues l'année dernière de 9,5 millions de livres. Il semble donc que le montant net des entrées de capitaux ait de nouveau augmenté, cette augmentation étant certainement due en majeure partie aux investissements directs. Toutefois, on enregistrera probablement un accroissement du poste positif « erreurs et omissions » que l'on considère comme constitué par des recettes courantes non comptabilisées, mais qui comprend sans doute aussi certaines opérations en capital.

e) Perspectives pour 1963

21. Au cours des dernières années, l'accroissement des exportations, notamment de produits manufacturés, a donné une forte impulsion à l'économie. Le ralentissement du rythme de croissance de la production enregistré en 1962 est dû en partie à l'évolution moins favorable de la situation en Grande-Bretagne qui reste le principal débouché des produits manufacturés et agricoles irlandais. Si les mesures expansionnistes adoptées par les autorités britanniques depuis la fin de 1962 commencent à produire leurs effets cette année, la demande de produits irlandais devrait se raffermir. Il importe toutefois d'éviter que la position concurrentielle des produits manufacturés irlandais sur les marchés d'exportation ne s'affaiblisse de nouveau comme en 1962. L'insuffisance temporaire de l'offre de bovins et de viande de bœuf ayant maintenant disparu, il est probable que l'Irlande en exportera cette année de plus

1. Chiffres ajustés aux fins de la balance des paiements. Importations évaluées c.a.f.

2. Avoirs extérieurs détenus par les banques commerciales (net) et la banque centrale et dans les fonds des administrations publiques.

TABLEAU 4. COMMERCE EXTÉRIEUR 1961-1962

Millions de livres.

	1961				1962			
	1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.
<i>Exportations :</i>								
Total	42,6	42,0	48,6	47,2	43,0	38,6	45,7	46,1
<i>dont :</i>								
Animaux sur pied	13,6	11,0	16,5	14,2	13,9	9,2	13,1	...
Produits alimentaires, boissons et tabac	14,4	15,3	16,8	16,2	13,4	13,8	16,7	...
Autres exportations d'origine intérieure	13,4	14,5	13,8	15,5	14,3	14,4	14,4	...
Réexportations	1,2	1,2	1,6	1,3	1,5	1,3	1,5	...
<i>Importations :</i>								
Total	65,8	67,4	62,3	65,8	67,3	67,3	64,7	74,4
<i>dont :</i>								
Biens d'équipement	9,1	9,9	6,7	7,7	8,8	9,6	8,2	...
Biens de consommation	13,5	13,1	12,1	14,1	14,0	14,1	11,8	...
Matières premières et produits semi-finis	40,6	40,6	40,4	41,4	41,5	40,6	41,8	...
Non classé	2,6	3,8	3,1	2,6	3,0	3,0	2,9	...

Source : Irish Trade Journal and Statistical Bulletin.

TABLEAU 5. BALANCE DES PAIEMENTS

Millions de livres.

	1960	1961	1962 ¹
Balance commerciale	- 73,7	- 81,8	- 100
Tourisme et voyages	+ 27,2	+ 30,5	
Remises d'émigrants, etc.	+ 13,0	+ 13,6	
Revenu des investissements	+ 12,5	+ 15,3	+ 88
Autres opérations invisibles	+ 17,2	+ 17,9	
Erreurs et omissions ²	+ 3,0	+ 5,7	
Balance des opérations courantes	- 0,8	+ 1,2	- 12
Opérations en capital du secteur public	- 0,8	- 0,8	
Autres opérations en capital	+ 1,7	+ 14,1	(+ 21)
Variation des réserves (+ = augmentation)	+ 0,1	+ 14,5	(+ 9)

1. Estimations.

2. On croit savoir que le poste erreurs et omissions porte essentiellement sur des opérations courantes.

Source : Memorandum de l'Irlande à l'O.C.D.E.

grandes quantités, sans toutefois que ces exportations atteignent le niveau exceptionnellement élevé de 1961.

22. Sur le plan intérieur, il est probable que la formation brute de capital fixe augmentera de nouveau substantiellement cette année. Les dépenses en capital du secteur public progressent régulièrement et les années qui viennent seront, selon toute vraisemblance, marquées par un accroissement des programmes d'investissements dans l'enseignement, le logement et les transports. Rien n'indique, d'autre part, que les investissements productifs du secteur privé se ralentissent actuellement et, conjugués avec ceux des années précédentes, les nouveaux avantages fiscaux accordés l'année dernière par les pouvoirs publics pour inciter les entrepreneurs à investir devraient produire des résultats de plus en plus sensibles.

23. Jusqu'à présent, la forte augmentation des gains enregistrée dans les secteurs non agricoles en 1962 ne s'est pas traduite par une progression sensible de la demande d'importations. Mais il est possible que l'accroissement de l'épargne enregistré en 1961 et 1962 se ralentisse cette année, et la consommation pourrait s'accroître plus rapidement surtout si, comme on peut le supposer, les revenus agricoles s'améliorent. Il conviendra, dans cette éventualité, de surveiller attentivement l'évolution de la demande d'importations.

24. Pour le moment, toutefois, la demande de biens d'équipement et de matières premières reste le facteur principal de la progression des importations et, les exportations devant augmenter en 1963, les recettes nettes au titre des invisibles et des opérations en capital devraient encore une fois être assez élevées pour compenser le déficit probable de la balance commerciale. Quoi qu'il en soit, l'Irlande a des réserves de devises suffisantes pour faire face à un déficit global modéré si les besoins du développement économique du pays l'exigeaient.

II. PRINCIPAUX PROBLÈMES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

25. Grâce à la politique très active de développement que les autorités mettent en œuvre depuis quelques années, l'économie irlandaise a déjà obtenu des résultats substantiels. La croissance du P.N.B. a été sensiblement supérieure à la moyenne des années d'après-guerre, les exportations ont pris un nouvel essor et les investissements productifs ont progressé rapidement. Il faut considérer, toutefois, que certains facteurs particulièrement favorables ont joué ces dernières années et, il importe que la croissance puisse continuer même si, comme il est probable, quelques-uns de ces facteurs perdent désormais de leur importance. Parmi ceux-ci, il faut mentionner en particulier la protection accordée à l'industrie irlandaise sur le marché intérieur et la marge inemployée de capacité industrielle et d'infrastructure qui est moins importante aujourd'hui que lorsque la croissance économique a commencé à s'accélérer il y a quatre ans environ.

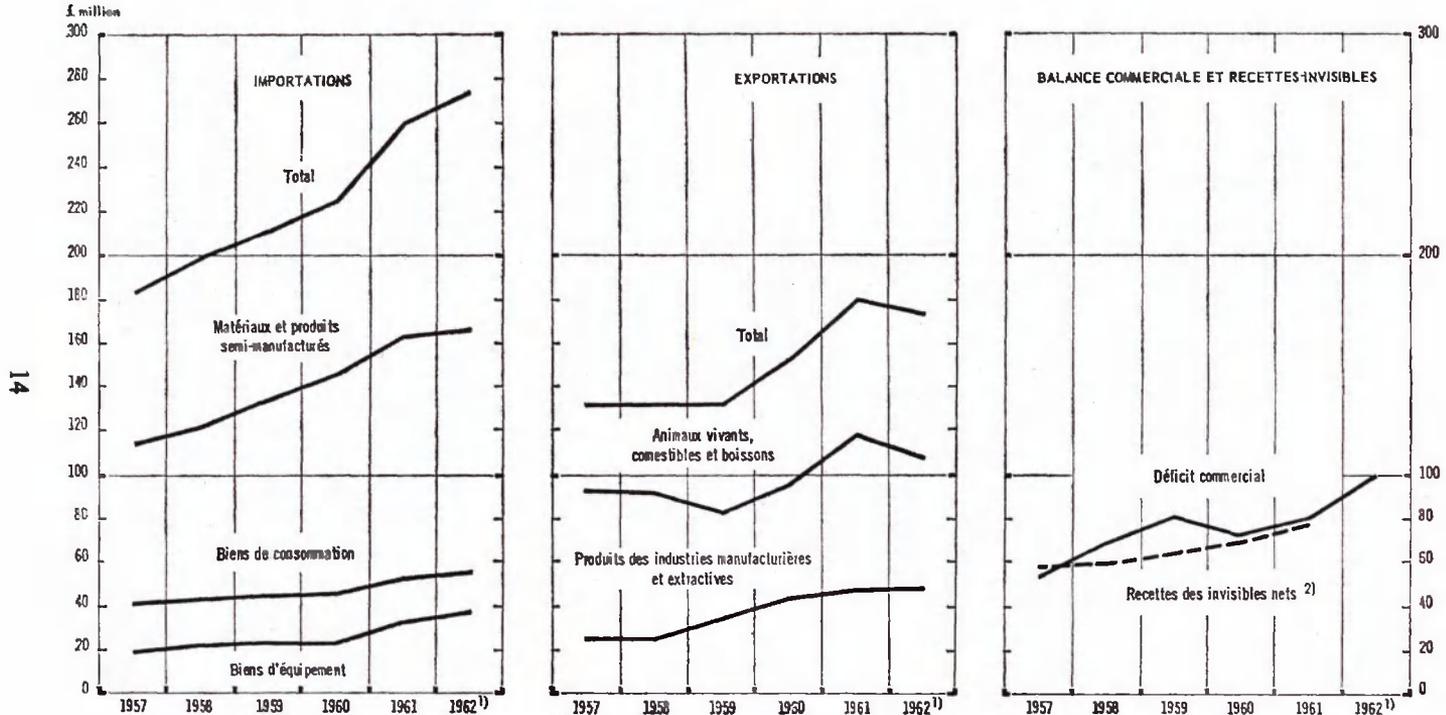
26. Pour être en mesure de soutenir un rythme de croissance satisfaisant, l'économie doit être orientée vers l'exportation; il importe en effet que les recettes courantes provenant de l'étranger progressent au même rythme que les paiements qui augmenteront sans doute plus rapidement à l'avenir, notamment en ce qui concerne les importations. Le développement des exportations de produits manufacturés est sans doute le changement le plus important qui se soit produit dans la structure de la croissance économique au cours de ces dernières années. Pour que ce développement puisse se poursuivre, il est nécessaire que l'industrie irlandaise fasse un effort permanent d'adaptation et que ses coûts restent concurrentiels.

27. L'agriculture devra, elle aussi, contribuer largement à la croissance économique et à l'équilibre des paiements extérieurs. Plus d'un quart de la production et les deux tiers des exportations proviennent de l'agriculture; les herbages constituent la plus importante ressource naturelle du pays et la viande et les produits laitiers continueront à tenir une place importante dans la production irlandaise. Il importe que les efforts déployés par l'Irlande pour accroître sa production et ses exportations ne soient pas rendus inopérants du fait de restrictions imposées par les principaux pays industriels sur les importations agricoles.

a) *La balance des paiements*

28. Nous avons déjà indiqué que les réserves extérieures de l'Irlande ont augmenté au cours des quatre dernières années d'expansion plus rapide et qu'elles s'établissent actuellement à un niveau élevé. En outre, la structure des exportations se diversifie et leurs débouchés s'étendent, alors que les importations de biens de consommation n'ont progressé que modérément. Tant que l'évolution de la balance des paiements reste foncièrement saine, le souci de l'équilibre des comptes extérieurs n'implique pas nécessairement qu'il faille, chaque année, équilibrer rigoureusement la balance générale des paiements ou atteindre, pour la balance commerciale, un niveau fixé a priori. Dans le cas d'une dégradation de la balance résultant en grande partie de facteurs exceptionnels et dont on peut attendre qu'elle soit suivie d'un redressement dans des délais raisonnables, les réserves du pays pourraient sans inconvénient majeur être mises à contribution. Un ralentissement prématuré de la croissance économique aurait des conséquences psychologiques si défavorables sur les milieux d'affaires que cette considération doit primer toute préoccupation à court terme concernant la situation des réserves. Il faut un climat d'expansion continue pour que le secteur privé reste désireux et capable, au cours des années qui viennent, d'adapter ses méthodes à un régime de plus grande liberté des échanges. A cet égard, il serait peut-être nécessaire d'examiner si la politique traditionnelle des banques commerciales qui consiste à maintenir un rapport d'environ 30 % entre leurs avoirs extérieurs et leurs dépôts n'est pas désormais trop restrictive.

Graphiènb 3. COMMERE CEXTÉRIEUR ET RECETTES INVISIBLES



1. Estimation.

2. Erreurs et omissions non compris (+ 6 millions de livres en 1961). En 1962, les recettes des invisibles plus erreurs et omissions étaient de 88 millions de livres.

29. Quel que soit le rôle que l'Irlande sera appelée à jouer dans le futur système commercial européen, on observera sur les marchés mondiaux, au cours des prochaines années, une tendance générale à l'abaissement des droits de douane. L'Irlande aurait évidemment la ressource de revenir à une politique de protectionnisme; mais cette politique n'a pas permis à l'économie dans le passé d'atteindre un taux de croissance satisfaisant. En outre, le marché national est déjà bien approvisionné par l'industrie irlandaise et il est peu probable que l'Irlande puisse continuer à développer son industrie suffisamment pour contenir l'émigration dans des proportions acceptables, autrement qu'en augmentant ses exportations.

30. La perspective d'un abaissement progressif des droits de douane peut constituer un précieux stimulant pour l'industrie irlandaise, même si, comme nous le verrons plus loin, cela pose de difficiles problèmes de transition. Toutefois, il faudra également que ses exportations de marchandises et de services procurent à l'Irlande des recettes accrues puisque la tendance actuelle des importations à augmenter plus rapidement que le P.N.B., est appelée à s'accroître. Pour donner le départ à la réduction des droits de douane élevés actuellement en vigueur, le Gouvernement a abaissé unilatéralement de 10 % à compter du 1^{er} janvier 1963, les droits de douane de caractère non fiscal sur les produits industriels; une nouvelle réduction interviendra le 1^{er} janvier 1964. Le Gouvernement a également annoncé son intention de supprimer les restrictions quantitatives dont font encore l'objet certains produits industriels et d'y substituer des droits de douane; dans certains cas, un système de licences d'importation sans droits de douane sera appliqué.

b) *Les problèmes d'adaptation dans l'industrie*

31. Depuis quelques années, les pouvoirs publics mettent de plus en plus l'accent, dans le cadre de leur politique industrielle, sur la nécessité d'adapter la structure de l'industrie à la libération progressive des échanges. La première mesure importante à cet égard a été la création en 1961 d'un Comité d'Organisation Industrielle (C.I.O.), organisme tripartite composé de représentants des employeurs, des travailleurs et du secteur public et chargé de définir l'orientation de la politique à élaborer en cette matière.

32. La méthode appliquée jusqu'à présent a consisté à désigner pour chaque branche d'industrie une équipe d'enquêteurs chargée de faire une étude systématique des problèmes et des besoins des industries en question dans l'éventualité d'une réduction progressive des droits de douane protecteurs. Cinq rapports ont été publiés à ce jour (textiles de coton, chaussures de cuir, papier et carton, montage de véhicules automobiles et engrais) et dix-huit autres rapports sont près d'être achevés.

33. Les premiers rapports — consacrés à des secteurs qui ne sont pas toujours très représentatifs de l'industrie irlandaise, en particulier les branches industrielles les plus modernes — indiquent que des ajustements importants seront nécessaires pour que la production nationale puisse soutenir la concurrence des importations. Le cas limite est celui de l'industrie de montage d'automobiles qui emploie quelque 2.500 travailleurs et fournit plus de 90 % de toutes les voitures vendues en Irlande; si elle n'était pas protégée, cette industrie perdrait sa raison d'être. Mais ces cas extrêmes où la reconversion est une nécessité absolue, semblent rares. En revanche, la plupart des branches industrielles se trouvent placées devant les deux problèmes suivants : d'une part, les entreprises ont en moyenne des dimensions trop réduites, ce qui constitue un handicap pour le financement de la modernisation et des études de marchés, et, d'autre part, les entrepreneurs ne font pas assez d'efforts pour améliorer la conception et la présentation de leurs produits. On espère que certaines de ces difficultés pourront être surmontées grâce à une coopération entre les entreprises, notamment dans le domaine des études de marchés et de la conception.

34. Le C.I.O. a également établi quatre rapports intérimaires sur les aspects généraux de la politique industrielle : aide de l'État à des fins d'adaptation, efforts collectifs de commercialisation des exportations, institution de « Conseils d'adaptation » (Adaptation Councils) et subventions à l'industrie. Presque toutes les recommandations impliquant une action du Gouvernement ont été adoptées. C'est ainsi que le bénéfice des subventions à l'industrie a été étendu aux entreprises qui changent de secteur d'activité et qui, auparavant, n'y avaient pas droit. Des prêts ont été institués en faveur des entreprises désireuses de renouveler leur équipement en restant dans le même secteur d'activités et les entrepreneurs ont désormais le choix entre un tel prêt ou une subvention égale à 25 % des frais de rééquipement. Les provisions initiales d'amortissement aux fins de l'impôt ont été doublées l'année dernière et actuellement les entreprises peuvent déduire 20 % de leurs dépenses consacrées aux bâtiments industriels et 40 % de leurs dépenses d'installations et d'équipement. Le State Export Board (Office Public d'Exportations) recevra des crédits pour étudier les possibilités d'établir des mécanismes collectifs d'exportation. Des crédits ont été libérés pour accorder des subventions aux « Conseils d'adaptation ». On envisage également de modifier la répartition des crédits de développement entre les régions; en outre, on étudie, dans le cadre du deuxième programme d'expansion, s'il y a lieu de favoriser particulièrement le développement économique dans un certain nombre de centres sélectionnés.

35. Des « Conseils d'adaptation » sont en voie de création dans un certain nombre d'industries. On prévoit qu'ils se composeront d'un petit nombre de représentants des industriels et d'au moins un membre indépendant et que leur objectif sera d'encourager les entrepreneurs à se grouper dans chaque secteur pour résoudre leurs problèmes communs.

Ni le Gouvernement, ni les syndicats ne seront représentés dans ces Conseils. On espère cependant que les syndicats créeront des organismes consultatifs permanents dont les Conseils prendront l'avis lorsqu'ils examineront des problèmes intéressant les travailleurs et les conditions de travail.

36. Il a été créé en octobre 1962 au sein du Ministère de l'Industrie et du Commerce un service spécial qui porte le nom de « Service de la réorganisation industrielle » (Industrial Reorganisation Branch). Ce service a pour tâche de veiller à l'application des recommandations formulées par le C.I.O. en ce qui concerne chaque secteur.

c) *Problèmes agricoles*

37. Parallèlement aux travaux du C.I.O., des enquêtes sur l'agriculture sont entreprises depuis 1961. Des groupes d'étude composés de représentants des producteurs, des industries de transformation, des consommateurs et du Gouvernement, ont examiné les conséquences qui résulteront pour certains produits de la libération des échanges. Des groupes d'étude existent actuellement pour les produits suivants : céréales, produits laitiers, bovins, ovins, viande de bœuf et de mouton, porcs, volaille et œufs, produits horticoles. En outre, des enquêtes relatives aux quatre principales industries de transformation des produits agricoles (produits laitiers, conserves de viande, céréales et viande de porc) ont été effectuées sur le modèle des enquêtes du C.I.O. Les rapports sur les résultats de trois de ces quatre enquêtes sont terminés et doivent être publiés prochainement. Des études spéciales de marchés sur l'évolution de la demande de produits agricoles irlandais en Europe ont été entreprises.

38. Il semble que les industries de transformation de produits alimentaires aient de grandes possibilités de développement. Toutefois, il faudra qu'elles orientent largement leurs activités vers l'exportation, car, étant donné le niveau alimentaire élevé qui existe en Irlande, il est peu probable que la demande intérieure puisse progresser rapidement. Les possibilités d'exportation de l'Irlande ne sont naturellement pas exclusivement fonction des coûts, de la qualité et de la commercialisation des produits irlandais, mais aussi des décisions que prendront un certain nombre de pays importateurs, notamment en Europe. Actuellement, l'Irlande exporte librement sur le marché britannique, mais elle ne pourra sans doute développer suffisamment ses exportations agricoles, qu'en diversifiant ses marchés d'exportations, en particulier sur le continent.

39. Les débouchés que l'Irlande pourra trouver sur les marchés étrangers ne lui seront pas d'une grande utilité si ses producteurs ne déploient pas des efforts soutenus. L'augmentation des prix obtenus sur le marché britannique pour le bacon de première qualité et le beurre irlandais grâce à l'amélioration de la commercialisation et à l'adoption

de produits de marque, illustre le succès dont peuvent être couronnés de tels efforts. La position favorable des producteurs irlandais en matière de coûts s'explique dans bien des cas par le niveau peu élevé des revenus réels qui compense la faiblesse de la productivité, surtout dans l'ouest de l'Irlande. On a calculé que l'Irlande dispose d'assez d'herbages pour augmenter de 50 % son cheptel bovin. Le taux d'accroissement de la productivité par travailleur dans l'agriculture qui a été d'environ 3 % par an au cours de la dernière décennie est peu élevé par rapport aux autres pays Membres de l'O.C.D.E. et il devrait donc pouvoir s'améliorer sensiblement. Toutefois, ce résultat dont dépend l'augmentation des revenus réels dans l'agriculture, ne pourra probablement pas être obtenu sans que s'accélère la migration des travailleurs agricoles vers d'autres secteurs d'activités. Pour contenir l'émigration dans des limites acceptables, il est indispensable que les nouveaux emplois se multiplient rapidement dans les professions non agricoles.

40. Au cours des dernières années, la politique agricole a eu particulièrement pour objectif d'accélérer la campagne contre la tuberculose bovine; cela était d'autant plus urgent que les autorités du Royaume-Uni imposaient des contrôles plus sévères sur les importations de bovins vivants qui constituent le principal produit d'exportation de l'Irlande. Cette campagne qui a coûté aux autorités plus de 26 millions de livres depuis 1958, semble avoir atteint maintenant son point culminant. Quinze des vingt-six comtés sont désormais exempts de la maladie et cinq autres en seront débarrassés d'ici mai 1963. Les économies qui résulteront pour le secteur public de la réduction progressive des dépenses engagées à ce titre, devraient permettre d'intensifier les autres mesures d'amélioration agricole.

d) *Le programme d'expansion économique*

41. Le premier programme d'expansion économique qui a été lancé en 1958 et qui doit prendre fin l'année prochaine, a joué un rôle essentiel dans le développement de l'activité économique. Il a modifié la structure des dépenses publiques et les a orientées davantage vers les investissements productifs. Il a contribué à créer dans l'opinion publique un climat favorable à la croissance économique. Les autorités préparent actuellement un second programme.

42. On ne dispose pas encore de renseignements détaillés sur ce nouveau programme. L'économie irlandaise étant étroitement tributaire des marchés d'exportation et la part prise par l'agriculture dans le P.N.B. étant très importante, il est particulièrement difficile de fixer des objectifs quantitatifs précis pour les principaux secteurs de l'économie. Cependant, le Gouvernement se propose d'utiliser les résultats des enquêtes des groupes d'études dans les secteurs industriel et agricole et de les rassembler en un programme d'ensemble qui fixera des objectifs quantitatifs plus précis que le programme précédent. A cet égard, le

Premier Ministre a annoncé que l'Irlande acceptait l'objectif général de croissance de 50 % du P.N.B. pour 1970 qui a été adopté en 1961 par le Conseil des Ministres de l'O.C.D.E.

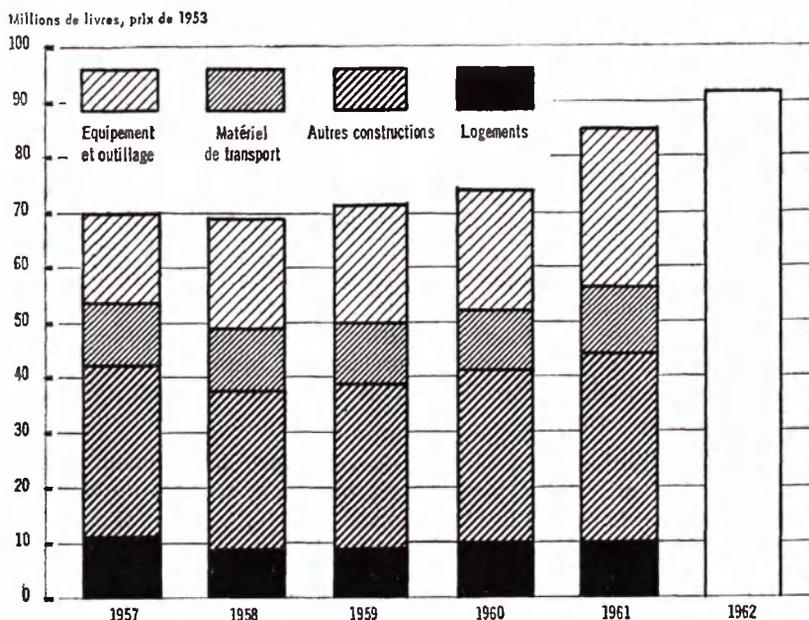
43. Si un abaissement relativement rapide des droits de douane a lieu au cours des prochaines années, la nécessité de reconverter certaines entreprises et même des secteurs entiers de l'industrie, risque de ralentir le rythme général de croissance pendant la période transitoire. Dans cette éventualité, il importe de maintenir le climat de dynamisme et de confiance qui règne depuis peu dans le secteur privé. Dans un climat d'expansion, les problèmes de reconversion et de réadaptation seront plus faciles à résoudre et la résistance aux changements sera donc moins vive. Il importe d'aider les entrepreneurs et les travailleurs à se rendre compte que, quelles que soient les perspectives immédiates concernant l'entrée éventuelle de l'Irlande dans un ensemble commercial plus vaste que le système préférentiel britannique actuel, la protection dont jouit le marché irlandais est irrévocablement appelée à diminuer à long terme.

44. La réalisation d'un objectif de croissance relativement ambiteux pour les années 60 exigera un accroissement sensible du taux de formation brute de capital fixe par rapport au P.N.B. qui n'est actuellement que de 15 %. L'expansion du secteur industriel, de même que la reconversion de certaines activités, nécessiteront des investissements supplémentaires. Un accroissement du taux d'investissement apparaît également nécessaire dans l'agriculture. Il est, en outre, probable que les investissements consacrés à l'infrastructure et au logement mettront de plus en plus à contribution l'épargne disponible.

45. Jusqu'à présent, l'accroissement des investissements tant dans le secteur public que dans le secteur privé, n'a pas posé de sérieux problèmes de financement, mais il est possible que ceux-ci prennent de l'importance. En premier lieu, il va se poser un problème d'équilibre général entre l'accroissement de la consommation privée et celui des investissements. La consommation a augmenté assez modérément au cours de ces dernières années et le taux d'épargne des particuliers a progressé, surtout en 1961 et 1962, après une augmentation importante des revenus nominaux, mais il faudra une nouvelle amélioration pour financer l'accroissement nécessaire des investissements.

46. L'augmentation du taux d'investissement dépend d'un deuxième facteur qui est la volonté d'investir des producteurs. Il existe maintenant en Irlande un système très complet de dégrèvements fiscaux, de subventions et de prêts de l'État. On peut même considérer qu'une limite est près d'être atteinte, que l'on ne saurait dépasser sans risquer de subventionner des entreprises incapables de se maintenir sans concours extérieur après une période raisonnable d'adaptation. La condition fondamentale pour susciter une saine volonté d'investissement dans l'économie est de créer et de maintenir un climat d'optimisme.

Graphique 4. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE, VENTILATION PAR GENRES, 1957-62



Source : National Income and Expenditure, 1961.

Dans certains secteurs, l'arrivée d'entreprises étrangères peut agir comme stimulant et cette action a d'ailleurs déjà commencé. Dans d'autres secteurs, tels que l'industrie de transformation des produits alimentaires, les entreprises publiques jouent un rôle de pionnier.

47. Pour augmenter les dépenses d'investissement, on sera sans doute amené à résoudre un troisième problème : il faudra canaliser l'épargne vers les investissements. A court terme, on peut considérer que l'Irlande a un système bancaire bien développé encore que les liens étroits qui existent entre ce pays et le Royaume-Uni, empêchent peut-être les taux d'intérêt de s'ajuster au niveau moins élevé qu'exigerait probablement la situation de l'Irlande pendant les périodes où l'argent est cher et peu abondant en Grande-Bretagne. Il existe un certain nombre d'institutions financières spécialisées, patronnées par l'État, qui accordent des crédits à long terme aux agriculteurs et aux industriels. En outre, comme on l'a déjà noté, une large gamme de subventions et de prêts peuvent être consentis sur des fonds publics à des fins de développement et de reconversion. L'État est le principal intermédiaire financier pour le marché à long terme puisqu'il accorde des subventions

et des prêts qui sont financés notamment par des émissions annuelles d'obligations à long terme sur le marché des capitaux.

48. Ces arrangements compensent dans une certaine mesure l'absence d'un important marché des capitaux en Irlande. Il peut toutefois devenir nécessaire d'encourager l'industrie privée à financer davantage son développement par des émissions d'actions et d'obligations. Actuellement, les résidents irlandais détiennent d'importants portefeuilles de titres à l'étranger, surtout en Grande-Bretagne (avec laquelle toutes les transactions s'effectuent sur une base de convertibilité complète). L'élargissement des possibilités d'investissement en Irlande pourrait inciter les détenteurs irlandais de capitaux à modifier la répartition de leurs placements entre l'Irlande et la Grande-Bretagne, ce qui aurait des effets bénéfiques à la fois pour la balance des paiements et pour l'offre d'épargne sur le marché national.

III. CONCLUSIONS

49. La croissance de l'économie irlandaise au cours de la période couverte par le premier programme d'expansion économique sera sans doute sensiblement supérieure aux 2 % de moyenne annuelle que l'on prévoyait à l'origine. Au cours de la période de quatre ans qui s'est déjà écoulée, ce taux de croissance a été en moyenne d'environ 4,5 %; le léger ralentissement enregistré en 1962 est sans doute imputable à des facteurs externes et l'on peut espérer qu'en 1963 le taux de croissance se situera aux alentours de 4 %.

50. L'expansion économique a permis une heureuse augmentation des investissements fixes et des exportations. Grâce à la progression des exportations, l'équilibre des paiements extérieurs courants a été maintenu et les réserves ont en fait augmenté substantiellement.

51. Il serait très opportun, dans ces conditions, que l'Irlande adopte un nouveau programme d'expansion visant à réaliser un taux de croissance suffisant pour que l'on puisse envisager une augmentation de l'emploi dans les secteurs non agricoles. L'exécution du nouveau programme risque de provoquer de temps à autre, une certaine diminution des réserves, mais il n'y aurait là rien d'alarmant pour l'économie irlandaise; l'expérience faite par de nombreux pays Membres au cours de ces dernières années témoigne qu'il importe d'assurer une certaine continuité du processus de croissance si l'on veut que le secteur privé prenne en matière d'investissement et de réadaptation les décisions qui s'imposent et qui revêtent à long terme une importance vitale pour la balance des paiements irlandaise.

52. Mais l'aptitude des autorités à poursuivre une politique d'expansion ambitieuse sans être obligées de donner de brusques coups de frein peut être sérieusement limitée si les revenus monétaires sont relevés dans

des proportions excessives. C'est ainsi qu'une nouvelle hausse générale des salaires du type de celle qui s'est produite à la fin de 1961 et au cours des premiers mois de 1962 pourrait facilement contraindre les autorités à revenir à de telles pratiques, et affaiblirait ainsi sérieusement les facteurs de dynamisme apparus dans l'économie irlandaise au cours de ces dernières années. Pour éviter un tel retour en arrière, il est évidemment indispensable que les employeurs et les travailleurs se rendent mieux compte des possibilités réelles d'accroissement des revenus qui existent à un moment donné. Conscient de cette situation, le Gouvernement a récemment publié un Livre blanc soulignant que l'expansion de la production constitue la seule base valable d'un accroissement des revenus et insistant sur la nécessité d'une attitude générale de modération, en matière de revenus tant que la production nationale n'aura pas suffisamment augmenté. Il était précisé dans le Livre blanc que le Gouvernement estimait nécessaire que les administrations et les organisations relevant de l'État ne consentent pour l'instant à aucune demande d'augmentation de salaires ou de traitements de nature à susciter l'espoir d'augmentations analogues dans d'autres secteurs de l'emploi. A plus long terme, les autorités espèrent qu'il sera possible d'en arriver à une libre acceptation de normes générales concernant les hausses de revenus. Il semble que l'opinion publique prenne de plus en plus conscience de ce problème et de la nécessité de lui trouver des solutions.

53. Le premier programme de développement économique a été largement fondé sur l'hypothèse que l'économie irlandaise avait besoin d'être orientée davantage vers l'extérieur. Et les recommandations du C.I.O. qui jouent certainement un rôle important dans la mise au point du second programme, visent à mettre en relief les principaux problèmes que l'industrie irlandaise sera sans doute appelée à résoudre dans le cadre d'une économie internationale plus libérale et à indiquer les voies dans lesquelles on leur trouvera les meilleures solutions. Les solutions envisagées impliquent de nombreuses modifications, dont la nécessité ne sera pas toujours spontanément reconnue par les parties auxquelles s'applique le diagnostic. Pour des raisons évidentes, l'analyse a porté principalement sur les impératifs qui résulteraient de l'adhésion éventuelle de l'Irlande à un marché commun élargi. Il ne faut toutefois pas perdre de vue que ces impératifs ne seraient guère moins catégoriques si cette adhésion ne se produisait pas. Le Gouvernement a, à juste titre, fondé sa politique sur l'hypothèse que l'évolution future de l'économie irlandaise doit être axée en grande partie sur le développement d'industries fortement orientées vers les marchés étrangers. Les industries n'auraient guère de chance de trouver des débouchés suffisants si l'Irlande n'était pas en mesure d'adhérer sans réserves au mouvement de réduction des droits de douane et des autres barrières commerciales. Il en résultera d'importantes modifications dans la structure, tant de l'industrie que de l'agriculture, et dans l'attitude des employeurs et des travailleurs à l'égard du cadre dans lequel s'inscrit la production.

54. Dans les conditions où se trouve l'Irlande, le maintien d'un taux satisfaisant de croissance générale exigera non seulement une expansion rapide des exportations industrielles, mais aussi une augmentation des exportations de produits agricoles. Pour que cet objectif puisse être atteint, il faudra manifestement que les mesures prises sur le plan intérieur en vue d'accroître la productivité et d'améliorer les techniques de commercialisation soient complétées par un effort de la part des autres pays afin de réduire les obstacles actuels à l'expansion du commerce des produits agricoles.

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

TABLEAU I. UTILISATION DU PRODUIT NATIONAL BRUT

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<i>a) EN MILLIONS DE LIVRES, EN PRIX COURANTS</i>									
1. Dépenses de consommateurs	389,6	419,7	422,4	430,9	454,9	464,4	494,3	521	559
2. Dépenses courantes de l'État	64,0	66,1	70,2	69,0	72,0	75,4	78,8	85	92
3. Formation brute de capital fixe	85,2	91,1	89,9	78,6	78,6	79,9	85,1	101	114
<i>dont</i> : privé	72,1	76,8	75,6	67,0	66,9	67,3	72,3	86	..
public	13,1	14,3	14,3	11,6	11,7	12,6	12,8	15	..
4. Variations des stocks et travaux en cours.....	- 5,4	+ 9,7	- 7,9	- 6,6	- 7,7	+ 23,0	+ 11,5	+ 3	+ 12
5. Exportations de biens et services ¹	186,4	186,2	183,2	205,3	209,1	217,1	241,6	277	276
6. Dépenses totales	719,8	772,8	757,8	777,2	806,9	859,8	911,3	987	1.053
7. <i>Moins</i> : importations de biens et services ¹	202,5	232,5	208,7	208,0	221,9	237,9	255,2	290	302
8. Produit national brut aux prix du marché	517,3	540,3	549,1	569,2	585,0	621,9	656,1	697	751
<i>b) EN MILLIONS DE LIVRES, EN PRIX CONSTANTS (1954)</i>									
1. Dépenses de consommateurs	389,6	408,8	396,1	387,6	391,8	401,1	425,6	437	452
2. Dépenses courantes de l'État	64,0	63,9	65,2	62,2	61,9	64,2	65,8	69	72
3. Formation brute de capital fixe	85,2	88,7	82,7	69,3	68,4	70,1	73,3	84	91
<i>dont</i> : privé	72,1	74,7	69,6	59,1	58,3	59,0	62,4	72	..
public	13,1	14,0	13,1	10,2	10,1	11,1	10,9	12	..
4. Variations des stocks et travaux en cours.....	- 5,4	+ 8,9	- 8,0	- 6,2	- 7,2	+ 20,4	+ 10,1	+ 3	+ 11
5. Exportations de biens et services ¹	186,4	181,0	180,6	198,1	194,8	197,2	222,5	255	250
6. Dépenses totales	719,8	751,3	716,6	711,0	709,7	753,0	797,3	848	876
7. <i>Moins</i> : importations de biens et services ¹	202,5	225,0	197,7	187,1	206,1	225,3	237,8	266	276
8. Produit national brut aux prix du marché	517,3	526,3	518,9	523,9	503,6	527,7	559,5	582	600

1. Y compris les revenus en provenance du reste du monde et versés au reste du monde.

Source : Memorandum de l'Irlande à l'O.C.D.E.

TABLEAU II. PRODUCTION

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
PRODUCTION AGRICOLE :									
1. Volume de la production totale ¹ (1953 = 100)	99,6	101,9	103,8	108,5	96,9	103,9	108,6	110,6	
<i>dont :</i>									
2. Cheptel et production animale	103,4	104,5	104,9	108,4	105,6	107,4	111,1	117,5	
3. Production végétale	97,5	98,7	103,2	114,5	86,7	109,9	114,5	115,7	
4. Cheptel bovin (<i>milliers</i>) (les chiffres sont ceux du milieu de l'année).....	4.504	4.483	4.537	4.417	4.466	4.684	4.741	4.713	4.742
5. Cheptel ovin (<i>milliers</i>) (les chiffres sont ceux du milieu de l'année).....	3.113	3.269	3.439	3.720	4.174	4.412	4.314	4.528	4.671
6. Cheptel porcin (<i>milliers</i>) (les chiffres sont ceux du milieu de l'année).....	958	799	747	900	948	852	951	1.056	1.111
7. Production laitière (<i>millions de gallons</i>)	523	520	544	575	561	532	570	594	
8. Production de blé (<i>milliers de tonnes</i>).....	497	406	433	521	351	369	469	470	
9. Production d'orge (<i>milliers de tonnes</i>)	179	250	319	389	336	460	442	515	
10. Production de pommes de terre (<i>milliers de tonnes</i>).....	2.284	2.148	2.649	2.374	1.761	2.634	1.829	2.145	
PRODUCTION INDUSTRIELLE :									
11. Indice de la production industrielle, biens transportables (1953 = 100)	103	108	105	105	107	118	126	138	144
12. Industries extractives	114	132	143	150	115	181	157	190	188
13. Industries manufacturières	103	106	104	103	106	115	124	135	142
<i>dont :</i>									
14. — aliments, boissons et tabac	94	95	92	91	92	96	99	107	
15. — textiles	108	114	122	126	128	138	161	170	
16. — produits en métal	124	130	113	115	124	142	162	181	
17. Production d'électricité (<i>millions de kw/h</i>) (<i>moyennes mensuelles</i>)	117	128	137	142,7	154,8	168,2	186,5	197,1	217,5

1. Production nette, compte tenu des variations de stock, à l'exclusion de la tourbe.

Source: Irish Trade Journal and Statistical Bulletin, Statistique générale de l'O.C.D.E., Statistiques.

TABLEAU III. EMPLOI ET AUTRES INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962			
						1 ^{er} TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^{er} TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.
1. Emploi total (<i>milliers</i>) ¹	1.121	1.112	1.113	1.119									
<i>dont :</i>													
2. — agriculture, sylviculture et pêche ¹	429	420	413	409									
3. — biens transportables ²	150,3	153,1	160,6	166,9	170,5	163,3	167,2	168,2	169,0	167,8	169,6	171,7	173,0
4. — construction ¹	65	61	63	64									
5. Chômage (nombre de chômeurs inscrits) (<i>milliers</i>)	64,8	60,5	52,7	46,8	46,5	58,6	45,9	35,4	47,0	56,7	45,6	36,1	47,7
6. Chômage en pourcentage de la main-d'œuvre assurée (%) ..	8,6	8,0	6,7	5,7	5,7	6,9	5,8	4,8	5,4	6,7	5,8	5,0	5,4
7. Nombre net de personnes sortant du pays par voie maritime et aérienne (<i>milliers</i>) ³	40	39	43	27	21	28	+ 7	31	+ 26	34	+ 23	35	+ 25
8. Nombre moyen d'heures travaillées par semaine dans l'industrie (biens transportables) ⁴ ...	45,1	45,4	45,4	44,6	44,5	44,7	44,9	44,6	44,5	43,8	43,9	44,5	44,7
9. Valeurs des ventes au détail (1961 = 100) (moyenne hebdomadaire).....										96	106	108	118
10. Voitures de tourisme, nouvelles immatriculations (<i>milliers</i>) ...	19,1	22,9	27,9	28,6	31,7 ⁵	7,3	8,9	6,7	5,7	8,6 ⁵	9,8 ⁵	7,2 ⁵	6,1 ⁵

1. Avril de chaque année.

2. Les chiffres trimestriels sont ceux des mois de mars, juin, septembre et décembre.

Les chiffres annuels sont les moyennes.

3. « + » indique des entrées nets.

4. Les chiffres annuels sont ceux d'octobre (1958 à 1960) et septembre (1961 et 1962) ; les chiffres trimestriels se rapportent à mars, juin, septembre et décembre

5. Provisoire.

Source : Irish Trade Journal and Statistical Bulletin, Statistiques générales de l'O.C.D.E.

TABLEAU IV. PRIX ET SALAIRES

	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962			
						1 ^{er} TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^{er} TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.
1. Prix à la consommation ¹ (mi-août 1953 = 100)	116,5	116,5	117,0	120,2	125,3	118,9	120,3	120,5	121,1	123,3	126,5	125,9	125,6
2. Denrées alimentaires ¹ (mi-août 1953 = 100)	118,6	118,1	116,5	120,6	123,2	119,8	121,7	120,3	120,5	122,5	126,1	123,1	121,1
3. Prix de gros ¹ (1953 = 100)	113,5	113,5	112,9	114,7		113,7	114,4	114,3	115,0	117,2	119,1	118,6	
4. Prix agricoles ¹ (1953 = 100)	102,5	102,4	99,6	100,0	101,6	100,6	99,5	95,8	101,0	103,8	102,3	99,3	100,6
5. Prix des bovins d'embouche (âgés de 1 à 2 ans) (prix mensuels moyens pratiqués dans les foires, £ par tête)	42,4	41,1	34,8	36,3	39,3	33,1	37,2	37,0	35,9	40,4	40,4	39,3	38,2
6. Prix industriels (1953 = 100) ¹ ..	112,3	112,8	114,4	116,4		115,2	115,8	116,6	117,5	118,9	120,8	121,5	
dont :													
— opérations de transformation simple	104,8	105,4	105,9	106,1		106,2	106,4	106,0	105,4	105,8	107,3	107,5	
— opérations de transformation plus poussée	115,0	115,5	117,4	120,2		118,5	119,3	120,5	121,9	123,7	125,8	126,7	
7. Gains horaires moyens dans l'industrie (biens transportables ²) (octobre 1953 = 100)	124,8	128,4	137,3	145,3	163,3	140,2	143,4	145,3	154,7	158,1	163,3	164,4	167,3
8. Taux horaires dans l'agriculture ³ (1953 = 100)	118,7	126,1	131,0	134,7	150,3	134,7	134,7	134,7	142,0	142,0	150,3		

1. Les chiffres trimestriels sont ceux des mois de février, mai, août et novembre.

2. Les chiffres annuels sont ceux du mois de septembre, les chiffres trimestriels sont ceux des mois de mars, juin, septembre et décembre.

3. Les chiffres annuels sont ceux du mois de juillet, les chiffres trimestriels sont ceux des mois de mars, juin, septembre et décembre.

Source : Irish Trade Journal and Statistical Bulletin.

TABLEAU V. SITUATION MONÉTAIRE ET BANCAIRE

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962			
							1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.	1 ^{er} TRIM.	2 ^e TRIM.	3 ^e TRIM.	4 ^e TRIM.
1. Circulation monétaire ¹ (<i>milliers de livres</i>) (moyenne de chiffres enregistrés le samedi)	78.350	80.499	79.868	79.132	84.040	90.117	84.040	82.881	85.284	90.197	90.117	89.040	90.709	95.482
2. Taux d'escompte de la Banque Centrale ² (%)	6	4 1/4	4 1/4	4 5/8	5 9/16	3 55/84	4 3/4	4 5/8	6 3/4	5 9/16	4 45/64	4 4/32	3 15/16	3 55/61
3. Cours des obligations du Trésor à 3,5 % ³ (<i>par titre de £ 100</i>)	81,0	81,9	86,6	85,1	82,6	84,1	82,6	83,6	82,3	82,2	82,0	83,2	84,0	87,1
4. Indices des cours des actions et parts ordinaires (1953 = 100) .	94,7	94,5	125,5	157,9	187,0	210,9	173,0	191,3	191,4	192,3	205,6	213,3	204,8	219,9
BANQUES COMMERCIALES² :														
5. Comptes courants (<i>millions de £</i>) .	116,3	124,5	129,3	138,6	147,9	160,9	127,1	139,6	135,4	148,0	134,5	147,7	147,8	160,9
6. Comptes de dépôts (<i>millions de £</i>)	190,2	197,8	201,9	210,7	226,2	242,4	216,3	216,4	222,6	226,2	233,2	235,7	238,8	242,4
7. Effets commerciaux (<i>millions de £</i>) .	16,0	9,4	6,4	6,7	13,8	13,0	6,8	13,6	11,2	13,8	10,7	20,8	20,8	13,0
8. Prêts et avances (<i>millions de £</i>) . . .	152,4	156,1	171,9	189,7	199,2	218,7	190,7	191,5	196,3	199,2	202,8	206,5	210,7	218,7
9. Avoirs extérieurs nets (<i>mil. de £</i>) . .	90,5	104,9	103,5	103,6	111,4	115,1	99,9	104,8	106,2	111,4	111,9	113,9	111,9	115,1
10. Rapport entre les avoirs extérieurs et les dépôts (%)	29,5	32,5	31,2	29,7	29,8	28,5	29,1	29,4	29,7	29,8	30,5	29,7	28,9	28,5

1. Les chiffres annuels sont ceux du mois de mars ; les chiffres trimestriels sont ceux des mois de mars, juin, septembre et décembre.

2. Fin de la période considérée.

3. Les chiffres annuels sont des moyennes mensuelles ; les chiffres trimestriels sont ceux des mois de mars, juin, septembre et décembre.

Source : Quarterly Statistical Bulletin of the Central Bank of Ireland, Irish Trade Journal and Statistical Bulletin.

TABLEAU VI. COMMERCE ET PAIEMENTS EXTÉRIEURS

	1958	1959	1960	1961	1962	1961				1962			
						1 ^{er} TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.	1 ^{er} TR.	2 ^e TR.	3 ^e TR.	4 ^e TR.
1. Importations (millions de livres) (moyenne mensuelle)	16,6	17,7	18,9	21,8	22,8	21,9	22,5	20,8	21,9	22,4	22,4	21,6	24,8
2. Exportations (millions de livres) (moyenne mensuelle)	10,9	10,9	12,7	15,0	14,5	14,2	14,0	16,2	15,7	14,3	12,9	15,2	15,5
3. Balance commerciale (millions de livres) (moyenne mensuelle)...	- 5,6	- 6,8	- 6,1	- 6,7	- 8,3	- 7,7	- 8,5	- 4,6	- 6,2	- 8,1	- 9,6	- 6,3	- 9,3
4. Volume des importations (1953 = 100)	100,2	109,6	114,4	130,9	138,0	133,3	136,1	123,8	130,4	136,0	135,0	131,0	150,0
5. Volume des exportations (1953 = 100)	114,3	109,6	130,2	155,6	147,0	146,0	143,3	169,1	164,1	147,0	130,0	154,0	158,0
6. Prix à l'importation ¹ (1953 = 100)	107,0	104,7	106,6	107,7	107,0	110,1	109,4	111,7	112,1	109,6	110,9	110,3	
7. Prix à l'exportation ¹ (1953 = 100)	100,1	104,0	102,2	101,0	103,0	103,3	104,1	101,4	101,0	102,5	103,8	103,7	103,4
8. Termes de l'échange ¹ (1953 = 100)	93,5	99,4	95,9	93,8	96,0	93,8	95,2	90,8	90,2	93,6	93,6	94,0	93,9
9. Total des avoirs extérieurs (mil- lions de livres) (fin de période).	205,8	210,2	209,9	224,0	234,0	214,0	210,2	209,7	224,5	227,0	225,2	227,6	234,0
dont :													
— Banque Centrale	87,3	86,8	89,2	95,9	104,3	89,9	88,2	86,5	95,9	95,3	93,4	97,7	104,3
— Banques associées (net)	104,9	103,5	103,6	111,4	115,1	99,9	104,8	106,2	111,4	111,9	113,9	111,9	115,1
— Caisses spéciales	13,6	19,9	17,1	17,2	14,6	24,2	17,2	17,2	17,2	19,8	17,9	18,0	14,6

1. Les chiffres trimestriels sont ceux des mois de février, mai, août et novembre.

Source : Irish Trade Journal and Statistical Bulletin, Quarterly Statistical Bulletin of the Central Bank of Ireland.

O.E.C.D. SALES AGENTS

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'O.C.D.E.

ARGENTINA - ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.,
Alsina 500, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty. Ltd.,
62 Wellington Parade, East, MELBOURNE, C.2.

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, WIEN
Sub-Agent : GRAZ : Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE

N.V. Standaard-Boekhandel,
Huideveltersstraat 57, ANTWERPEN.
Librairie des Sciences (R. Stoops),
76-78, Coudenberg, BRUXELLES.

BRAZIL - BRÉSIL

Livraria Agir Editora,
Rua Mexico 98-B, RIO DE JANEIRO.

CANADA

Queen's Printer - Imprimeur de la Reine,
OTTAWA
Prepayment of all orders required
Les commandes sont payables d'avance.

CUBA

La Casa Belga, O'Reilly 455, HAVANA.

DENMARK - DANEMARK

Ejnar Munksgaard Forlag, Nørregade 6
KØBENHAVN K.

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,
HELSINKI.

FRANCE

Presses Universitaires de France,
108, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e)

GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag, G.m.b.H.,
Postfach 9380, 53, BONN.
Sub-Agents : BERLIN : Elwert & Meunier.
MÜNCHEN : Hueber. HAMBURG : Reuter-
Klückner; und in den massgebenden Buchhand-
lungen Deutschlands.

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 21, rue du Stade, ATHÈNES.

ICELAND - ISLANDE

Snæbjörn Jónsson & Co. h. f.
Hafnarstræti 9
P.O. Box 1131 - REYKJAVIK

INDIA - INDE

International Book House Ltd.
9 Ash Lane, Mahatma Gandhi Road, BOMBAY I.
Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI, Scindia House,
CALCUTTA, 17 Park Street.

IRELAND - IRLANDE

Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street
DUBLIN.

ISRAËL

Blumstein's Bookstores Ltd.,
35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benjamin St.,
TEL-AVIV.

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni
Via Gino Capponi 26, FIRENZE.
Via Paolo Mercuri 19/B, ROMA, Corso Cavour
93, BARI.

P.E.M., Corso di Porta Romana 87/B, MILANO.

Sous-Dépôtaires : GENOVA : Libreria Di
Stefano. MILANO : Libreria Hoepfl. NAPOLI :
Libreria L. Cappelli. PADOVA : Libreria Zannoni.
PALERMO : Libreria C. Cicala Inguaggiato.
ROMA : Libreria Rizzoli, Libreria Tomboloni.
TORINO : Libreria Lattes.

JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.,
6 Tori Nichome Nihonbashi, TOKYO

LUXEMBOURG

Librairie Paul Bruck, 33, Grand'Rue,
LUXEMBOURG.

MOROCCO - MAROC

B.E.P.I., 8, rue Michaux-Bellaire, RABAT.

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Wholesale Agent : Meulenhoff & Co., N.V. Im-
porteurs, Beulingstraat 2, AMSTERDAM.
Principal Retailer : W.P. Van Stockum & Zoon
Buitenhof 36, DEN HAAG.

NEW ZEALAND - NOUVELLE ZÉLANDE

Government Printing Office,
20, Molesworth Street (Private Bag)
WELLINGTON and Government
Bookshops at Auckland (P.O.B. 5344)
Christchurch (P.O.B. 1721)
Dunedin (P.O.B. 1104)

NIGERIA

University Bookshop Nigeria Ltd.,
University College, IBADAN.

NORWAY - NORVÈGE

A/S Bokhjørnet, Lille Grensen 7, OSLO.

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 9-A Shah Alam Market
LAHORE.

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD

Van Schaik's Book Store Ltd,
Church Street, PRETORIA.

SPAIN - ESPAGNE

Mundi Pransa, Castelló 37, MADRID.
Libreria Bosch, Ronda Universidad II,
BARCELONA.

SWEDEN - SUÈDE

Fritzas, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 40, rue du Marché, GENÈVE
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BALE et ZÜRICH.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu,
ISTANBUL.

UNITED KINGDOM and CROWN

COLONIES - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON,
S.E.1.

Branches at : EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST

UNITED STATES OF AMERICA

O.E.C.D. Regional Office, Suite 1223, 1346
Connecticut Ave, N.W. WASHINGTON 6, D.C.

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Marsala Tita 23,
P.O.B. 36, BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'O.C.D.E. n a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

O.C.D.E., Publications, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e)

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to
O.E.C.D. Publications Office, 2, rue André-Pascal, Paris (16^e)

ETUDES ECONOMIQUES DE L'OCDE

Comme l'a fait l'O.E.C.E. depuis 1954, l'O.C.D.E. publiera des études économiques annuelles pour chaque pays Membre et la Yougoslavie.

Ces études seront publiées dans l'ordre suivant entre novembre 1962 et août 1963 :

ÉTATS-UNIS
CANADA
PORTUGAL
ISLANDE
ALLEMAGNE
TURQUIE
SUISSE
DANEMARK
GRÈCE
AUTRICHE
IRLANDE
YUGOSLAVIE
SUÈDE
ESPAGNE
PAYS-BAS
U.E.B.L.
ITALIE
ROYAUME-UNI
NORVÈGE
FRANCE

Les dernières études ainsi publiées pour ces pays, à l'exception de la Turquie et du Portugal, ont paru entre novembre 1961 et septembre 1962.